



## La Coalition de la Diaspora Togolaise pour L'Alternance et la Démocratie (CODITOGO)

LE TOGO, NOTRE BIEN COMMUN, SE MEURT JOUR APRES JOUR.  
LE DEVOIR DE RESPONSABILITE DE CHAQUE TOGOLAIS(E) EST DONC ENGAGÉ !

### DÉCLARATION DE CODITOGO SUR LA SITUATION POLITIQUE AU TOGO

**SILENCE, FAURE GNASSINGBE DEMOCRATISE ! ET JUSQU'A QUAND ?**

**PAS DE CINQUIEME MANDAT POUR FAURE GNASSINGBE !**

**LA REPUBLIQUE TOGOLAISE DOIT RENAÎTRE AVEC UNE TRANSITION, MAINTENANT !**

Depuis le 24 avril 2005 où le fils a succédé au père dans les conditions chaotiques que le monde entier sait et que la Communauté internationale tait, le Togo est devenu une grande curiosité. Quel est ce pays, membre de la CEDEAO, Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, une institution qui semble faire la guerre aux coups d'Etat, mais concernant le Togo, se mure dans un silence assourdissant ? Et pourtant, Dieu seul sait combien de coup d'Etat constitutionnels et institutionnels Faure Gnassingbé et son régime ont opérés dans ce pays !

Pour rappel, Faure Gnassingbé était ministre de son père quand celui-ci passa de vie à trépas en 2005 après 38 ans de règne de terreur et de gabegie financière. Alors, un quarteron de généraux avec l'appui de la France, fit allégeance au fils pour opérer un tour de passe-passe de prestidigitateur dont seuls les initiateurs connaissent la dextérité : en une seule et même nuit, Faure Gnassingbé, de ministre, deviendra député, puis président de l'Assemblée nationale, afin de succéder à son défunt-père. La suite de l'histoire, les Togolais la vivent encore aujourd'hui, après 18 ans : crimes politiques crapuleux, crimes économiques sans précédent, dette publique abyssale, la corruption devenue un sport national, des élections frauduleuses à tout-va, la jeunesse livrée à elle-même, avec un choix binaire, se shooter au tramadol ou l'émigration pour venir s'échouer sur les côtes italiennes ou espagnoles. Pendant ce blocus démocratique imposé de force par Faure Gnassingbé, les griots de son régime se délectent avec la minorité pilleuse dans un luxe insolent, pour que le statu quo s'installe ad vitam aeternam. Des ministres deviennent carriéristes avec plus de 10 à 15 ans en poste ! Quoi de plus révoltant que de voir le Togo, notre bien commun, mourir, parce que cette minorité pilleuse ne tarit pas d'imagination pour s'éterniser au pouvoir. La dernière trouvaille de ce régime qui circule comme une bande d'annonce de la suite du film, c'est encore un autre changement de Constitution en vue, un énième changement, avec le septennat qui viendra remplacer le quinquennat. Si la Constitution togolaise était une camisole, personne ne saurait la porter, tellement, elle serait devenue un véritable haillon, rafistolée de part en part par un couturier qui a perdu le sens et l'essence de son métier.

Mais alors, 2023 n'est plus 2005 ! La roue tourne, et le Togo ne saurait rester cette curiosité politique ; malgré tous les sacrifices énormes consentis par le Peuple togolais, ce dernier n'est toujours pas arrivé à se débarrasser de ce régime vomi qui a mis son genou sur le cou du Togo, l'empêchant de s'autodéterminer, de s'émanciper, de jouir de toutes ses richesses. A l'heure où dans la sous-région en Afrique de l'Ouest, quatre pays semblent prendre le chemin de la liberté et de la souveraineté, que va-t-il advenir alors chez nous, au Togo ?

**Il n'est plus acceptable que** notre Peuple soit encore à se poser des questions de gouvernance au niveau institutionnel parce qu'une minorité a confisqué le pouvoir d'Etat et en fait une affaire de clan ou d'obédience.

**Il n'est plus acceptable que** ce régime des Gnassingbé fasse encore des élections frauduleuses, une de plus, pour se tailler à sa mesure une Assemblée godillot avec des députés nommés comme en 2018, où la République est foulée au pied par des pratiques iconoclastes.

**Il n'est plus acceptable que** ce régime tripatouille encore la Constitution parce qu'il caresse le rêve de régner sur le Togo avec les Gnassingbé, ne laissant ainsi aucune chance au peuple togolais de se choisir son propre destin. Non à ce ballon d'essai de septennat qui circule sur la toile !



## La Coalition de la Diaspora Togolaise pour L'Alternance et la Démocratie (CODITOGO)

LE TOGO, NOTRE BIEN COMMUN, SE MEURT JOUR APRES JOUR.  
LE DEVOIR DE RESPONSABILITE DE CHAQUE TOGOLAIS(E) EST DONC ENGAGÉ !

**Il n'est plus acceptable que** presque tous les mois, les gouvernants chargent la barque des générations à venir en endettant le pays, par le biais des émissions obligataires sans aucune lisibilité possible de réalisation viable pour un citoyen lambda ; et pourtant, la misère continue de galoper, tutoyant l'extrême pauvreté. La question de la vie chère est sur presque toutes les lèvres sauf celles de la minorité pilleuse qui se goinfre sur le dos du pauvre contribuable togolais.

**Il n'est plus acceptable que** les richesses de notre bien commun soient bradées par ce régime qui dans un mercantilisme de mauvais aloi, décrète que tout s'achète : le silence coupable de cette Communauté internationale qui applique allègrement la sagesse des trois singes, s'agissant de leurs intérêts. Voici la manœuvre : les élections sont frauduleuses à l'intérieur et sont achetées à l'extérieur.

**Il n'est plus acceptable que** la seule alternative que l'on offre à notre jeunesse, l'avenir de ce pays, soit le licenciement/le chômage, la prison ou l'exil. Sachant que sur le chemin de l'exil, la plupart périssent dans le désert, ou dans les océans aux larges des côtes de Lampedusa ou de Ceuta et Melilla.

**Il n'est plus acceptable que** 115 au moins de nos concitoyens soient jetés en prison, la plupart sans jugement depuis 4 ans, pour des raisons politiques fallacieuses et soumis à la torture, à des traitements inhumains, cruels et dégradants jusqu'à ce que mort s'en suive. Liberté pour Aziz Goma, Jean-Paul Oumolou et les autres prisonniers politiques !

**Il n'est plus acceptable que** les Togolais soient privés de la liberté de manifester pacifiquement, de la liberté syndicale, de la liberté de presse, de la liberté tout court, celle acquise de haute lutte par les pères de l'indépendance. CODITOGO exige la levée des mandats d'arrêt internationaux contre Ferdinand Ayité et Isidore Kouwonou, deux journalistes de renom.

**Il n'est plus acceptable que** l'armée républicaine (oui celle-ci existe au Togo, malgré tout !) continue d'observer ce spectacle affligeant de mal gouvernance depuis des lustres sans pour autant prendre ses responsabilités. Le temps est venu maintenant pour tourner ses pages funestes de l'histoire togolaise. A bon entendeur !

**C'est pourquoi, après 56 ans de règne des Gnassingbé, il convient de prendre des mesures urgentes en faveur de la libération des prisonniers politiques, du retour de tous les réfugiés politiques, et de la mise en place d'une transition politique au Togo qui réconciliera les Togolais et qui dessinera les contours de la République pour tous. CODITOGO, dans une anticipation salutaire pour tous, vient la réclamer à cor et à cri.**

« Lorsque le peuple est écrasé par ses dirigeants avec la complicité de l'élite corrompue, c'est à l'armée qu'il revient de lui rendre sa liberté » (Président John Jerry Rawlings).

Fait à Paris, le 29/9/2023

Pour CODITOGO,

Chris Yayra AGOBIA,

Coordinateur général - [coordination@codi-togo.org](mailto:coordination@codi-togo.org)